



HAL
open science

Quelle stratégie de l'opposition pour affronter Erdoğan aux prochaines élections ?

Aurélien Denizeau

► **To cite this version:**

Aurélien Denizeau. Quelle stratégie de l'opposition pour affronter Erdoğan aux prochaines élections ?. Les Dossiers du CERI, 2023, "Le retour de la démocratie en Turquie?". hal-04281981

HAL Id: hal-04281981

<https://sciencespo.hal.science/hal-04281981>

Submitted on 13 Nov 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

QUELLE STRATÉGIE DE L'OPPOSITION POUR AFFRONTER ERDOĞAN AUX PROCHAINES ÉLECTIONS ?

Aurélien Denizeau, chercheur indépendant

In : Dossier « Le retour de la démocratie en Turquie ? », *Les Dossiers du CERI*, avril 2023

<https://www.sciencespo.fr/ceri/fr/content/dossiersduceri/quelle-strategie-de-l-opposition-pour-affronter-erdogan-aux-prochaines-electionsffa3.html?d20>

La crise économique qui s'aggrave en Turquie depuis 2018 et les méthodes de plus en plus autoritaires du président Erdoğan (depuis 2014¹) et du Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkınma Partisi – AKP) au pouvoir depuis 2002 conduisent de plus en plus de Turcs à souhaiter une alternance. La plupart des partis d'opposition se sont réunis au sein d'une coalition électorale, l'Alliance de la nation, construite autour d'une candidature commune à la présidentielle et de la volonté d'obtenir une majorité parlementaire. C'est en soi une réussite, car en deux décennies de vie politique dominée par l'AKP, ses opposants, divisés par leur grande diversité idéologique, n'avaient jusqu'alors guère réussi à s'unir. Toutefois, ce rassemblement se fait sur une base programmatique minimale (mettre fin au pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan et à son régime présidentiel) et il reste fragile en raison du caractère très hétéroclite de l'alliance.

L'opposition à l'AKP, un ensemble historiquement fracturé

Dès sa fondation, en 2001, puis sa victoire électorale écrasante de 2002, l'AKP s'impose comme un parti de masse, s'appuyant sur les classes moyennes et populaires conservatrices. Il peut compter sur la fidélité d'un bloc électoral qui pèse entre 40% et 50% des votes. Au premier regard, ces chiffres pourraient donner l'image d'un paysage politique opposant deux tendances de force comparable mais ce n'est là

qu'illusion, car si la base électorale de l'AKP a gardé sa cohésion au cours de ses deux décennies de pouvoir, l'opposition est un ensemble hétérogène. On peut ainsi la séquencer en plusieurs mouvances bien distinctes :

Les kémalistes, qui s'identifient en majorité au Parti républicain du peuple (Cumhuriyet Halk Partisi – CHP), s'inspirent des principes portés par Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la République turque : un sécularisme qu'ils opposent à l'islam politique et au conservatisme social porté par l'AKP ainsi qu'un souverainisme qui prend parfois des accents nationalistes, avec une défense de l'État unitaire et centralisé. Le parti n'est cependant pas resté figé sur ces uniques piliers. Il a commencé, dans les années 1970, la promotion d'un certain réformisme social. Durant ses deux longues décennies d'opposition à l'AKP, il a par ailleurs nuancé sa ligne nationaliste – un créneau de plus en plus occupé par Recep Tayyip Erdoğan – et il a donné des signes d'ouverture à de nouveaux fragments de la société, y compris les religieux pratiquants, que son laïcisme strict avait tendance à inquiéter. Quoique leurs adversaires les assimilent souvent à une bourgeoisie occidentalisée, les kémalistes disposent ainsi d'une assise plus large dans la société, y compris parmi les plus modestes. Tout au long des deux dernières décennies, le CHP a été le principal parti d'opposition turc, obtenant généralement entre 20% et 25% des suffrages aux élections législatives.

Les nationalistes n'ont pas de divergence de fond réelle avec les kémalistes mais ils incarnent une vision plus autoritaire et plus identitaire de la Turquie. Hostiles à toute concession aux autonomistes kurdes, ils ont sévèrement critiqué les ouvertures culturelles (telles que l'ouverture d'instituts privés d'enseignement du kurde ou l'autorisation de médias émettant dans cette langue), puis le processus de paix avec le PKK² lancés par Recep Tayyip Erdoğan. Représentant quelques 10% de l'électorat, l'opposition nationaliste a d'abord été portée par le Parti d'action nationaliste (Milliyetçi Hareket Partisi – MHP) ; lorsque ce dernier a rallié l'AKP en 2017, une partie de ses membres, menés par Meral Akşener, a fait sécession pour fonder le Bon Parti (İyi Parti – İP).

À l'autre bout de l'échiquier politique, les autonomistes kurdes demandent une décentralisation de l'État jacobin kémaliste et l'instauration d'un système garantissant les droits culturels des minorités. Au cours de la décennie 2010, ils se sont rapproché des mouvements marxistes et/ou libertaires, dont le poids électoral est faible mais qui sont nombreux et actifs. Cette synthèse s'incarne au sein du Parti démocratique des peuples (Halkların Demokratik Partisi – HDP), qui dépasse 10% des voix aux élections (parlementaires et présidentielles), rassemblant tout à la fois l'électorat kurde du Sud-Est et des minorités progressistes des grandes villes.

Depuis les années 2010 et le tournant autoritaire de l'AKP, certains de ses anciens alliés, libéraux-conservateurs, opposés au tournant autocratique du président Erdoğan, ont rejoint l'opposition. C'est le cas de l'ancien ministre de l'Économie Ali Babacan, fondateur du Parti de la démocratie et du progrès (Demokrasi ve Atılım Partisi – DEVA), de tendance pro-européenne, et de l'ex-ministre des Affaires étrangères et ancien Premier ministre Ahmet Davutoğlu (2014-2016), qui a créé le Parti du futur (Gelecek Partisi – GP), plus conservateur. Cette tendance s'incarne aussi dans le Parti démocrate (Demokrat Parti – DP), héritier de l'ancien Premier ministre libéral-conservateur Turgut Özal (1983-1989). Crédités de seulement 1% à 2% des suffrages chacun, ces mouvements exercent une certaine influence dans les cercles économiques et intellectuels turcs.

Enfin, il est à noter que le Parti de la félicité (Saadet Partisi – SP), héritier historique de l'islamisme turc, s'est également placé dans l'opposition à Recep Tayyip Erdoğan. S'il représente moins de 1% de l'électorat, il joue un rôle symbolique en venant concurrencer l'AKP sur son propre terrain, celui de l'islam politique.

Ainsi se dessine le visage d'une opposition très hétéroclite, qui rencontre de ce fait de très grandes difficultés à s'unifier pour les échéances électorales. Surmonter cet obstacle, construire un rassemblement de ces forces diverses sur une base d'entente minimale, telle a été la stratégie poursuivie à partir du milieu des années 2010.

La fin du régime personnel de Recep Tayyip Erdoğan, ciment de l'opposition unie

C'est en 2015 que l'opposition turque réalise la nécessité de s'unir : en effet, majoritaires au Parlement après les élections de juin, le CHP, le MHP et le HDP échouent à former un gouvernement, ce qui mène à la dissolution de l'Assemblée et à l'organisation de nouvelles élections au mois de novembre suivant, l'AKP récupérant alors sa majorité parlementaire. Les blocages étaient essentiellement liés à l'incapacité de faire travailler ensemble le MHP nationaliste et le HDP pro-kurde. Cependant, le président Erdoğan lui-même, par l'inflexion qu'il donne à son régime, va faciliter l'union progressive de l'opposition. Sa réforme constitutionnelle de 2017, soumise à référendum, est rejetée conjointement par le CHP et le HDP, qui forment un « front du non³ ». De son côté, le MHP connaît une scission : alors qu'il se rallie à l'AKP, sous l'impulsion de son dirigeant Devlet Bahçeli, une partie de ses cadres font sécession avec Meral Akşener et fondent le Bon Parti qui, d'emblée, est favorable à l'alliance avec le CHP. Fondamentalement, par son style de plus en plus autoritaire, Recep Tayyip Erdoğan favorise un clivage essentiellement lié à sa personne et contribue à unir ses adversaires aux idéologies très diverses.

Pour les élections générales de 2018, le CHP et le Bon Parti fondent l'Alliance de la nation, une coalition électorale rejointe par le Parti de la félicité et le DP. Malgré leur échec (l'AKP, grâce à son alliance avec le MHP, conserve la majorité parlementaire, et Recep Tayyip Erdoğan remporte la présidentielle dès le premier tour), ils se décident à reconduire l'alliance pour le scrutin municipal. Celui-ci marque le premier succès de l'opposition coalisée : les listes CHP-Bon Parti-Parti de la félicité-DP s'imposent dans les trois principales villes du pays, Istanbul, Ankara et Izmir. Par suite de contestations de l'AKP, une nouvelle élection est organisée à Istanbul mais la liste de l'Alliance de la nation, menée par Ekrem İmamoğlu, l'emporte avec un score plus élevé encore et, il convient de le noter, avec le soutien discret du HDP.

C'est ce modèle des élections municipales qui sert de base à l'opposition pour préparer les élections du printemps 2023. L'Alliance de la nation s'accorde sur le principe d'une coalition parlementaire mais également (fait nouveau par rapport à 2018) sur celui d'un candidat commun à l'élection présidentielle. Deux autres formations, le Parti de la démocratie et du progrès d'Ali Babacan et le Parti du futur d'Ahmet

Davutoğlu, rejoignent l'alliance et leur espace de dialogue prend le nom de « Table des six » (Altılı Masa), en référence aux six partis qui la composent. Au vu de leurs différences idéologiques marquées, le choix est fait de se focaliser sur une thématique spécifique : la fin du régime présidentiel hypertrophié mis en place par Recep Tayyip Erdoğan. Le rejet de cette gouvernance personnelle et la volonté de revenir au système parlementaire sont le ciment de l'union, autour duquel les Six vont tâcher d'élaborer un programme commun. De nombreux *rounds* de négociations sont organisés, reposant toujours sur le même principe : dans chaque domaine, les partis cherchent à définir des positions communes, laissant les positions qui divisent à l'écart⁴. De ce fait, le programme⁵ qui en résulte repose sur une volonté clairement affirmée de changement constitutionnel, le refus d'un régime de gouvernance personnelle, une réaffirmation des principes démocratiques mais en matière d'économie, de politique sociale, de politique étrangère, etc.), il se résume à de grands principes généraux qui ne marquent pas une vraie rupture idéologique avec l'AKP. Le discours global des opposants aura davantage tendance à insister sur les échecs du président. Ce dernier est ainsi tenu responsable de la crise économique qui sévit depuis 2018. Plus récemment, les terribles séismes qui ont frappé le pays le 6 février 2023 ont suscité la polémique : leur très lourd bilan s'explique par une politique laxiste vis-à-vis des promoteurs immobiliers et Recep Tayyip Erdoğan est accusé par l'opposition de les avoir laissé construire des logements sans respecter les normes de sécurité les plus élémentaires. L'affrontement entre le pouvoir et l'opposition porte sur la capacité d'un homme et de son système présidentiel à relever les défis qui se présentent et non sur la ligne idéologique qui doit guider les politiques publiques.

La fragilité d'une coalition hétérogène

Si l'Alliance de la nation regroupe un large bloc kémaliste, libérale-conservateur et nationaliste, elle ne rassemble pas l'ensemble des forces d'opposition ; au sein de la vaste catégorie des mouvements qui combattent Recep Tayyip Erdoğan, certains suivent une stratégie alternative. Menée par le Parti de la victoire (Zafer Partisi – ZP) d'un dissident du Bon Parti, Ümit Özdağ, une coalition de mouvements nationalistes et conservateurs s'est rassemblée autour de la

candidature de Sinan Oğan. L'ancien candidat du CHP à la présidentielle de 2018, Muharrem İnce, a également fait le choix de se présenter de façon indépendante. Si l'on peut envisager qu'en cas de second tour opposant Recep Tayyip Erdoğan à Kemal Kılıçdaroğlu, tous deux penchent en faveur du candidat kémaliste, ce n'est pas non plus une certitude. C'est surtout la question du HDP, au poids électoral non négligeable, qui fait débat au sein de la coalition d'opposition. La formation a appelé à voter pour Kemal Kılıçdaroğlu à l'élection présidentielle. Dans l'idéal, les responsables de l'Alliance de la nation aimeraient obtenir le soutien tacite, la neutralité bienveillante du parti pro-kurde sans avoir à lui faire aucune concession sur les questions de fond (autonomie culturelle et décentralisation). C'est ainsi que peut s'expliquer le choix comme candidat commun de Kemal Kılıçdaroğlu, le dirigeant du CHP, moins bien placé dans les sondages que le maire d'Ankara Mansur Yavaş ou que celui d'Istanbul Ekrem İmamoğlu, mais réputé plus ouvert aux mouvements pro-kurdes. Ce choix a toutefois entraîné une crise ponctuelle laissant craindre une implosion de l'Alliance de la nation. Le 4 mars dernier, à quelques semaines seulement des élections, Meral Akşener, qui soutenait la candidature d'un des maires des deux grandes villes à la présidentielle et qui s'opposait à celle de Kemal Kılıçdaroğlu, a annoncé le retrait du Bon Parti de la Table des six. Après deux jours d'incertitudes, elle est revenue sur sa décision et la présidente du Bon Parti a réintégré la coalition, obtenant pour ce fait que Mansur Yavaş et Ekrem İmamoğlu deviennent vices-présidents en cas de victoire. Cet incident a certes montré la détermination des mouvements d'opposition à conserver leur unité en vue des scrutins du 14 mai prochain, elle a aussi mis en lumière la fragilité de cette alliance hétéroclite entre kémalistes, nationalistes, libéraux-conservateurs et islamistes, qui peinent à trouver des points de convergence et à s'entendre, notamment sur les relations à avoir avec le HDP. Cette incertitude conduit à s'interroger sur la capacité de l'Alliance de la nation à rester unie jusqu'aux élections et, en cas de victoire, à maintenir une majorité parlementaire cohérente qui permette de tourner réellement la page de l'AKP.

-
- [1.](#) Il a été Premier ministre de 2003 à 2014, avant d'être le premier président de la République turque élu au suffrage universel.

- [2.](#) Parti des travailleurs du Kurdistan (Partiya Karkerên Kurdistan en kurde, PKK), mouvement armé fondé en 1984 par Abdullah Öcalan pour obtenir l'indépendance puis l'autonomie des régions kurdes de Turquie et considéré comme terroriste par Ankara mais également les États-Unis, l'Union européenne et le Royaume-Uni.
- [3.](#) « [HDP, CHP, EMEP, ÖDP ve Halkevleri: Ev ev dolaşma zamanı](#) » [[HDP, CHP, EMEP, ÖDP et les 'Maisons du Peuple': il est temps d'aller de foyer en foyer](#)], *Evrensel*, 22 janvier 2017
- [4.](#) Entretiens de l'auteur avec plusieurs cadres du CHP et du Bon Parti à Istanbul et Ankara (octobre 2022, janvier 2023).
- [5.](#) [Ortak politikalar mutabakat metni](#) [Texte d'accord sur les politiques communes]